

# Du chômage permanent à l'inflation chronique

Autor(en): **Schaller, François**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Les intérêts du Jura : bulletin de l'Association pour la défense des intérêts du Jura**

Band (Jahr): **28 (1957)**

Heft 2

PDF erstellt am: **17.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-825310>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

# LES INTÉRÊTS DU JURA

Bulletin de l'Association pour la défense des intérêts du Jura  
CHAMBRE D'ÉCONOMIE ET D'UTILITÉ PUBLIQUE DU JURA BERNOIS

XXVIII<sup>e</sup> ANNÉE

Paraît une fois par mois

N<sup>o</sup> 2. Février 1957

## SOMMAIRE

Du chômage permanent à l'inflation chronique  
La transformation de la gare de Berne — Le marché du travail  
Communications officielles — Chronique économique

## DU CHÔMAGE PERMANENT A L'INFLATION CHRONIQUE

*Nous reproduisons ci-dessous des extraits de la conférence donnée à Delémont, sous les auspices de l'A.D.I.J., par M. François Schaller, chargé de cours à l'Université de Berne. Nous prions nos lecteurs de n'y voir que des conclusions de développements trop longs pour être intégralement reproduits ici et qui n'engagent que leur auteur. La presse a d'ailleurs fourni des comptes rendus de cet exposé qui fut très apprécié des auditeurs.*

La préoccupation majeure de la doctrine économique contemporaine n'est plus, comme dans l'économie libérale classique, la définition du milieu et des méthodes les plus propres à favoriser un accroissement indéfini de la production. La lutte contre la pénurie et la sous-production était au centre de la pensée classique. Depuis Keynes, l'objectif s'est essentiellement modifié. La réalisation et le maintien du plein-emploi se sont substitués, en tant qu'idéal digne des recherches de la science économique, à l'accroissement indéfini de la production. Non point, évidemment, que l'économie se désintéresse aujourd'hui de la production, pas plus qu'elle ne se désintéresserait du chômage cyclique ou technologique au siècle dernier ; c'est l'ordre d'importance de ces diverses préoccupations qui s'est modifié, sous l'effet de la hantise du chômage et de la surproduction relative éprouvée entre les deux guerres.

De plus, l'explication que nous fournit Keynes du processus économique est très différente de la thèse classique. En effet, nous avons jusqu'alors admis, en plein accord avec Adam Smith aussi bien qu'avec Karl Marx d'ailleurs, que l'économie se développait nécessairement dans le cadre restreint d'un certain nombre de lois, extérieures à la volonté

humaine, et dont la violation entraînait tôt ou tard les maux les plus redoutables pour l'ensemble de la Société. Ces lois, auxquelles on attribuait la rigueur et le caractère fatal que l'on réserve aujourd'hui aux seules lois du monde physique, s'imposaient, pensait-on, aux sociétés humaines qui ne pouvaient s'en affranchir impunément sans être menacées d'anéantissement. Ce véritable déterminisme économique imprègne toute l'œuvre des grands Classiques et de leurs disciples, et celle surtout des auteurs marxistes. La loi des rendements décroissants, la loi du salaire naturel, la loi des débouchés, celle de l'offre et de la demande illustrent, parmi beaucoup d'autres, le caractère nettement déterministe de la science économique classique. La loi de la concentration, celle de la plus-value, celle du taux de profit sont le produit du déterminisme marxiste. Dans ces deux écoles, il apparaît évident que la notion de science n'est pas entièrement parvenue à s'affranchir d'une certaine métaphysique sous-jacente. S'il est bien connu que la doctrine marxiste est le fruit d'une mystique complètement étrangère à toute préoccupation réellement scientifique, il est certain que l'économie classique, telle qu'elle fut enseignée jusqu'à la veille de la dernière guerre, recourt au moins inconsciemment à des mécanismes secrets, espèces de tabous, qui ressortissent beaucoup plus à la magie qu'à la science. On évoquait ces mécanismes à l'appui de la thèse selon laquelle l'homme ne pouvait maîtriser l'économie, mais devait humblement se plier à ses lois. Ces tabous sont appelés tantôt lois naturelles, tantôt lois providentielles, et plus souvent encore : l'ordre naturel des choses. Même aujourd'hui, chez des maîtres qui font autorité et représentent les derniers tenants d'une tradition classique contre laquelle Keynes a lutté victorieusement, certains passages sont bien davantage un hommage rendu à des puissances magiques, qu'au raisonnement scientifique. En 1947, Louis Baudin, de l'Université de Paris, invoquait très sérieusement « ces forces mystérieuses qui déterminent le cycle et dont nul n'a pu encore avoir raison. » François Simiand ayant écrit : « Le cycle apparaît comme inévitable », Baudin approuve : « Nous admettons que le cycle soit, sinon désirable, du moins fatal ». Et pourquoi donc serait-il fatal, sinon en vertu de ce tabou qu'est la nature même des choses ? Cette position philosophique, et non scientifique, adoptée par les économistes durant un siècle et demi, présente l'inconvénient majeur de faire admettre d'emblée comme un fait inéluctable toute crise économique et le chômage qui en découle. Le cycle n'est autre chose qu'une succession d'essors, de crises, de marasmes et de reprises ; il paraît s'être imposé à la conscience des économistes beaucoup moins sous la forme d'un problème à résoudre que sous celle d'une fatalité devant laquelle l'homme demeurerait à jamais impuissant. S'opposer au cycle, chercher les moyens les plus propres à éliminer crises et chômage, n'était-ce pas, dans ces conditions, faire preuve d'une présomption insensée, d'un orgueil bien coupable ? Devait-on s'opposer à l'ordre naturel des choses ?

Un tel déterminisme, que Marx et les siens accentueront encore, devait se briser, définitivement semble-t-il, contre les sarcasmes de Keynes. Depuis la publication de la *Théorie générale*, le « péché d'orgueil » est permis. L'homme refuse de se subordonner plus longtemps

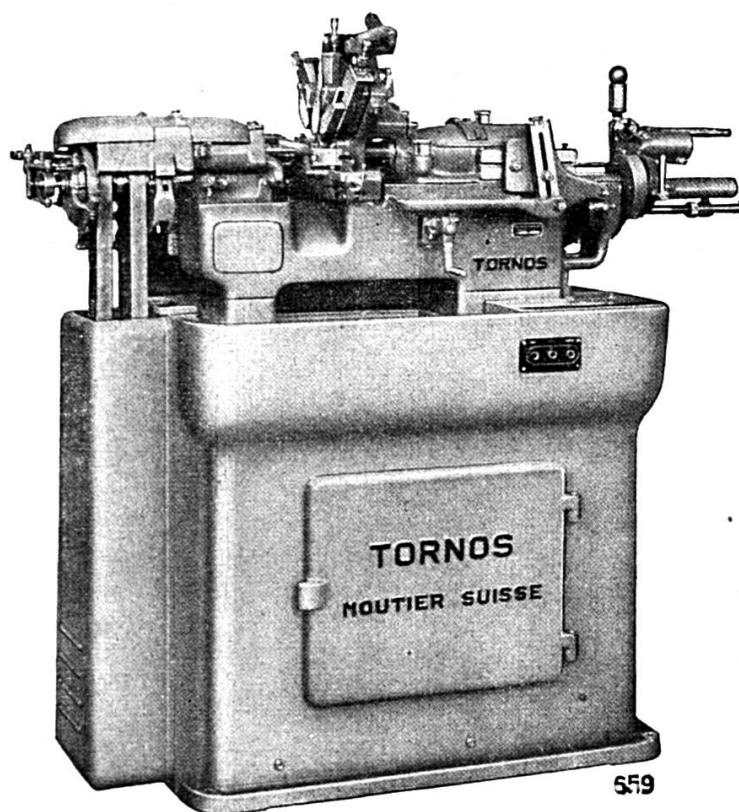
au fatalisme des lois économiques. Il nourrit l'ambition de dominer l'économie, de la diriger, d'en faire un instrument docile à sa volonté, de présider à son évolution. C'est l'ère keynésienne. L'attitude classique de soumission aux lois naturelles et providentielles est condamnée, et représente une conception périmée du rôle de la science. L'homme faustien, c'est-à-dire, selon Jean Marchal, celui qui ne se résigne pas à être le jouet de facteurs étrangers à sa volonté, et qui s'ingénie à forger lui-même son destin, admet à présent que la science économique n'a pas seulement pour but d'enregistrer des régularités, mais que cette science doit être finaliste, c'est-à-dire qu'elle doit, d'une part, indiquer les moyens de parvenir à certaines fins, et d'autre part, déceler les obstacles auxquels s'oppose la poursuite de ces dernières. Pratiquement, cette position philosophique nouvelle du savant face à la science économique devait rapidement révolutionner complètement l'économie politique. Avant Keynes, le savant observe les phénomènes économiques dans un état d'esprit assez semblable à celui de l'astronome considérant la planète Mars ; il admet que l'économie est extérieure à l'homme, se développe, selon ses propres lois, qu'il est sage de connaître, et fou de vouloir modifier ; peu s'en faut qu'il ne dise : n'y touchez pas ou vous allez tout briser. Depuis Keynes, le savant étudie l'économie exactement comme le manager prépare son champion, ou comme le clinicien observe son patient. Il prétend diriger l'économie et la plier à sa volonté. Il en fait sa chose. Naturellement, et en parfait accord avec la préoccupation majeure et presque exclusive de Keynes lui-même, les économistes ont assigné à l'économie un but primordial : le plein-emploi. La hantise de la crise de surproduction et du chômage domine encore les esprits. De fait, depuis que les keynésiens inspirent les mesures adoptées par les gouvernements dont l'économie occupe dans le monde libre une position clef, c'est-à-dire depuis la dernière guerre, le chômage a bel et bien disparu.

A l'aide de plans aussi divers que multiples, l'idée directrice est relativement simple. L'effort principal n'est plus porté sur l'accroissement de la production, mais sur celui de la consommation, afin que celle-ci ne demeure jamais inférieure à celle-là. Le souci majeur est donc celui du maintien d'un niveau élevé de consommation. Il apparaît en effet évident à chacun que si le niveau de la consommation est toujours maintenu à celui de la production, toute pléthore de biens et tout chômage sont évités. Cette constatation fort simple peut apparaître aux profanes comme une lapalissade. Il ne faut pas oublier, cependant, que jusqu'à Keynes, la pensée économique fut dominée par la fameuse loi des débouchés de Jean-Baptiste Say, interprétée, à tort ou à raison, comme la démonstration de l'équilibre, nécessaire et permanent, entre production et consommation. Les produits s'échangent contre les produits et, apparemment seulement, contre la monnaie, affirmait Say. Il était donc impossible de concevoir une surabondance générale de tous les biens, mais seulement, et accidentellement, de certains d'entre eux. Plus les produits différents abondent sur un marché, et plus les possibilités d'échanges sont aisées et nombreuses. Ainsi, selon cette loi des débouchés, la consommation ne pouvait pas, logiquement, constituer un sujet d'étude autonome ; elle était effet, et non cause. Elle

s'adaptait spontanément et automatiquement au niveau de la production. Seule, celle-ci menait le jeu. Elle était donc seule l'objet d'étude. Développer la production, c'était développer la consommation dans le même temps, et par simple voie de conséquence. Ce fut le grand mérite de Keynes de prouver non seulement que l'offre et la demande ne s'équilibraient pas toujours, ni donc nécessairement, mais encore que l'équilibre n'était pas unique. Un nombre indéfini d'équilibres sont possibles, dans la théorie keynésienne, entre offre et demande de biens. Parmi ces états d'équilibre, certains correspondent à une production globale très inférieure à d'autres. Avant lui cependant, l'équilibre décrit par les Classiques et vers lequel tendait perpétuellement l'économie, correspondait à l'optimum de production et donc de consommation. C'est notamment ce qu'avait cru démontrer Léon Walras, à la fin du siècle dernier.

Mieux encore : selon son habitude et l'inclination de son tempérament volontiers frondeur, Keynes retourne une fois de plus la proposition classique, et affirme que généralement la consommation, loin d'être commandée par la production, conditionne au contraire celle-ci. Du coup, ce qui était **effet** devient **sujet**. La consommation occupe le devant de la scène, et la production l'arrière-plan. Avant Keynes, le souci majeur était de produire toujours davantage, afin de pouvoir automatiquement consommer plus ; depuis Keynes, la préoccupation des économistes est différente : ils cherchent en quelque sorte à forcer la consommation, étant bien entendu que la production correspondante ne manquera pas de nous être donnée par surcroît.

L'histoire économique de ces dix dernières années paraît confirmer en tous points la valeur des thèses keynésiennes. Le chômage massif, prévu partout dans la période de l'immédiat après-guerre ne s'est pas produit. Partout, l'accent fut mis sur la consommation. Le Plan Marshall fut peut-être une belle œuvre philanthropique, je le concède. Ce fut aussi l'application d'une technique nouvelle — car on conviendra que livrer des marchandises à la condition de n'être pas payé était à tout le moins un procédé nouveau — qui permit aux Etats-Unis de franchir, sans crise grave et sans chômage, le passage difficile de l'économie de guerre à l'économie de paix. Cette conversion heureusement opérée, on accentua, là comme ailleurs, et par les mêmes méthodes qu'ailleurs, la consommation sous toutes ses formes. Les prestations des assurances sociales jouent dans cette technique un rôle important, dont chacun se rend compte. De même les subventions de tout ordre. Certaines circonstances nées d'une évolution économique et sociale naturelle, devaient aussi grandement faciliter l'accroissement de la consommation. Le salaire, en tant que rétribution du travail fixée par contrat bilatéral individuel, appartient à une époque de microéconomie qui semble définitivement révolue. Le taux du salaire, en macroéconomie, est fixé à l'échelon national par conventions collectives. Le patron et l'ouvrier, en tant que personnes juridiques indépendantes, n'ont plus rien à y voir. La résistance opposée à un accroissement du taux de salaire semble relativement faible, malgré les apparences, car une importante fraction du patronat américain notamment est, paraît-il, convaincue que cette politique de dopage de la consommation, est pro-



782



## FIDUCIAIRE P. GOBAT

Téléphone (032) 6 45 61

MOUTIER

Avenue de la Poste 26

Téléphone (032) 6 19 49

CRÉMINES

Chèq. post. IVa 4885

Comptabilité - Fiscalité - Expertises

784





Acier Fr. 345.-  
 Acier Fr. 470.-  
 Or 18 K avec écrin  
 de luxe Fr. 875.-

LONGINES  
*Conquest*  
*Calendar*

Dernière création de la jeune et déjà célèbre lignée Conquest. «LONGINES CONQUEST CALENDAR» présente toutes les qualités éminentes d'une montre de grande classe garanties par un médaillon émail champlé et or incrusté dans le fond du boîtier: précision, automatisme, étanchéité, antimagnétisme, protection contre les chocs. Son cadran riche, au dessin exclusif orné de signes relief en or et de points radium, est agrémenté d'un guichet au cadre bordé d'or, placé à 3 h. entre le centre et la minuterie, et permettant une lecture rapide et aisée du quantième.

**LONGINES**



788

**IMPRIMERIE ROBERT S.A.  
 MOUTIER**

**La maison spécialisée  
 dans les travaux soignés**

Demandez-nous conseil pour l'élaboration de vos catalogues et prospectus, cartes de propagande et cartes de vœux, travaux d'édition, calendriers d'art ou avec photographures en couleurs de paysages suisses, etc., etc.

794

fitable à l'industrie elle-même, du moins à long terme. D'ailleurs, la charge financière qu'elle entraîne est rejetée, aussitôt consentie, sur le consommateur. C'est ainsi que peut s'amorcer la spirale fameuse des prix et des salaires, dont les victimes ne sont principalement ni les industriels, ni les salariés, dans la mesure où ils exercent encore les uns et les autres une activité qui les intègre dans la spirale.

La politique de haute consommation ne se limite pas à ces quelques mesures. En somme, la notion de degré de consommation globale est éminemment relative. Ce degré de consommation est élevé ou faible uniquement en fonction de la production des biens. Puisque nous sommes ici en présence d'un rapport, nous modifions l'un des termes en modifiant l'autre. Si donc nous augmentons la production, la consommation demeurant constante, son degré subit une réduction, et inversement. Le souci majeur des responsables de l'économie étant de maintenir un degré de consommation élevé, on s'efforça de réduire la production, donc les investissements productifs. Ceux-ci ne sont réalisables que par l'auto-financement (ou épargne semi-publique) et par l'épargne privée. Il s'agit de réduire l'un et l'autre. Et précisément, l'épargne fut joliment massacrée par le fisc. C'est ici que l'évolution est la plus patente. L'épargne, honorée par la morale bourgeoise comme la première des vertus sociales, est actuellement traitée comme si elle était une manie détestable, heureusement de plus en plus rare, qu'il s'agit de contrarier au maximum. Seuls, les feuillets des éphémérides rappellent aujourd'hui encore cette pensée d'Adam Smith : « Tout prodigue est un ennemi de la société ; tout économe, un bienfaiteur ». Mais on sait que les grandes pensées inscrites au dos des feuillets de calendrier ont généralement un bon demi-siècle de retard sur la morale sociale en honneur à l'époque où ils sont imprimés. Certes, l'épargne n'est pas encore interdite, mais l'Etat agit à son égard de façon à bien montrer qu'elle n'est plus que tolérée. L'épargne est amputée à sa formation, par de lourdes impositions sur le revenu ; elle est frappée de nombreux droits : droits d'émission des titres, droit de timbre sur les coupons, impôt anticipé, impôt sur la fortune sur tout, impôts spéculatifs sur des gains d'ailleurs fictifs, et qui, en réalité, ne représentent que l'amortissement d'une perte de substance due à la dévaluation monétaire — phénomène sur lequel nous reviendrons tout à l'heure. L'ensemble de ces dispositions parfaitement cohérentes s'intègre dans la politique générale keynésienne. Toutes ces mesures ont en effet pour résultat de freiner les investissements, la création de nouveaux biens de production, au profit d'une consommation qui ne cesse de se développer et n'accuse plus aucun retard par rapport à la production. Ce serait en effet ce retard de la consommation globale sur la production globale qui constituerait la crise de surproduction et provoquerait le chômage.

Cela, bien entendu, ne signifie nullement que, de son côté, la production soit en régression ou même demeure stationnaire. C'est peut-être ici l'aspect le plus heureux de l'application des thèses keynésiennes. La position classique à l'égard du processus économique a été renversée, comme nous l'avons déjà souligné. Avant Keynes, le rôle de cause motrice était dévolu à la production. La consommation, effet et non cause, ne pouvait que suivre spontanément et automatiquement le déve-



loppement de la production. Un disciple attardé des Classiques, M. Jacques Rueff, membre de l'Institut, écrivait encore en 1948, exactement comme si la grande dépression n'avait jamais eu lieu pour prouver le contraire : « Sur un marché libre, il ne peut y avoir de stocks offerts et non vendus ». Dès lors, toute intervention directe sur la consommation ne pouvait prétendre à une justification théorique. La consommation ne pouvait se développer ou se réduire qu'en fonction d'une extension ou d'une récession de la production. Il y avait toujours, dans le déroulement de ce phénomène, un ordre de succession chronologique très certain, allant de la cause — la production — à l'effet direct — la consommation. Keynes retourne la position. Selon lui, c'est la consommation globale qui commande la production. Il serait donc illusoire de vouloir diriger l'économie par une action unilatérale sur la production, alors que le rôle moteur est joué par la consommation. L'amputation que l'on fait subir à l'épargne créatrice, c'est-à-dire à celle qui normalement se canalisait dans les investissements industriels, n'a pas pour résultat de supprimer l'essor de la production, mais simplement d'empêcher le développement d'un appareil, dont les possibilités dépasseraient rapidement, comme ce fut le cas en 1929, le pouvoir d'achat de la demande effective et solvable. En résumé, l'état actuel de la science économique permet d'établir que, en régime de liberté économique, et contrairement à la doctrine classique, la production, lorsqu'elle est abandonnée à elle-même, manifeste une tendance dangereuse et constante au dépassement de la consommation. Ce phénomène, échappant aux auteurs d'obédience classique, leur fit considérer la crise et le chômage sous l'aspect d'une nécessité inéluctable, fatale rançon du progrès technique et de la liberté. Keynes rompt définitivement avec cette doctrine, et se moque des prétendues lois économiques, naturelles ou providentielles, ainsi que de cette puissance magique évoquée sous le nom de « nature même des choses ». Son effort se concentre sur l'équilibre à maintenir entre consommation globale et production globale. Il s'est rendu compte de cette tendance permanente de la première à demeurer au-dessous du niveau de la seconde, tendance qui puise sa source dans la structure d'une économie dominée par la liberté relative des producteurs et des consommateurs. Il nourrit enfin l'ambition de sauver l'essentiel de la liberté individuelle, tout en supprimant les crises de surproduction — du moins leur généralisation — et le chômage — en tout cas le chômage massif — par l'application de mesures propres à maintenir en tout temps la consommation au niveau de la production. Ces méthodes, éprouvées aujourd'hui, ont eu pour résultat de supprimer pratiquement la crise et le chômage, ce spectre dont la menace fit redouter à beaucoup la période d'après-guerre. De plus, la production, irrésistiblement entraînée par une consommation globale qui ne cesse de croître, se développe elle-même au-delà de tout espoir. Les inventions se multiplient, les progrès techniques sont plus nombreux en quelques années qu'ils ne le furent de 1929 à la guerre, favorisés qu'ils sont par le haut coût de la main-d'œuvre. Le nombre des entreprises ne cesse de se développer sur toute la surface du globe. Cela sans compter les avantages d'ordre politique et social que nous vaut, du moins dans l'immédiat, une situation aussi réjouissante. Que

serait devenu l'Occident, si une nouvelle crise économique, accompagnée d'un chômage massif, avait ébranlé ses fondements ? Nul doute que nous n'eussions plus été capables, alors, d'opposer une résistance sérieuse aux totalitarismes de toutes sauces qui, comme un nouvel Islam, ne visent qu'à la conquête du monde.

L'ancienne croyance à l'existence du cycle et au retour périodique et fatal de la crise de surproduction est aujourd'hui encore solidement ancrée dans les esprits. Cette représentation du cycle, démon dont nous aurions tout à craindre parce qu'il nous domine, est de caractère magique, même si nous n'en avons pas nettement conscience dès l'abord. Voyez Jacques Rueff, dans « L'Ordre social », en 1948 encore, s'incliner devant le mystère du cycle : « La nature des choses résiste aux désirs des hommes ». Chez lui, l'insuffisance de la consommation, donc de la demande de biens, par l'aimable effet d'un lyrisme inattendu, devient un mauvais génie... presque charmant ; il intitule un chapitre : « La demande, fille du désir, et souveraine enchaînée ».

Cette souveraine enchaînée, il appartenait à Keynes de la déchaîner. Nous assistons, depuis dix ans, à cet accroissement gigantesque du pouvoir d'achat et de la consommation. Du coup, Keynes et ses disciples ont rompu le maléfice. La crise, puissance occulte, qui nous guettait, cachée au firmament de la nature même des choses, n'apparaîtra peut-être plus, à nos enfants qui ne l'auront pas connue, que sous sa forme véritable : un mal ancien causé par l'erreur énorme de quatre ou cinq générations d'économistes.

Dix années d'expérience, évidemment, ne permettent pas d'affirmer l'excellence d'une méthode. Un fait est acquis, d'ores et déjà, qu'il n'est plus permis de mettre en doute : une politique économique nouvelle, inspirée des principes de Keynes, est appliquée au sein des économies dominantes depuis la fin de la guerre. La crise et le chômage attendus dès le retour de la paix ne se sont pas produits. La mutation de l'économie de guerre en économie de paix, mutation dont les formes s'inspirèrent des principes nouveaux, se fit sans heurts graves. La haute conjoncture se poursuit, sans laisser entrevoir jusqu'à présent aucun proche renversement de la tendance. Enfin, lorsque les gouvernements déclarent, tant au-delà qu'en deçà de l'Atlantique, qu'ils sont prêts à engager la lutte contre toute dépression économique naissante, et certains de la gagner, ce ne sont point là propos sans fondement. Les armes du combat sont forgées. Elles existent bel et bien, et sont de nature très différente de celles, inopérantes, contradictoires et inadéquates, qui furent employées de 1929 à 1936. Il serait puéril de vouloir à tout prix attendre l'issue de la bataille pour juger de la valeur des armes. L'ambition la plus légitime, en ce domaine, n'est-elle pas précisément de gagner la bataille avant de la livrer ? N'est-il pas infiniment préférable d'être parvenu jusqu'à présent à prévenir la crise, plutôt que de s'être limité à la réduire après coup ? L'aspect le plus réjouissant de la situation économique de l'Occident, depuis la fin de la guerre, me paraît être celui-ci : la prospérité soutenue et générale n'est plus le fruit d'un hasard ; nous ne sommes plus livrés aux caprices du cycle ; cette haute conjoncture a été **pensée, voulue et obtenue** par les diri-

geants des économies dominantes. C'est peut-être là la meilleure revanche des économistes, tant moqués depuis 1929.

L'équilibre au niveau le plus haut de la production, dont la réalisation constitue le but des gouvernements des Etats, est une notion abstraite ; il constitue un idéal, et comme tel, il ne peut être atteint avec une précision toute mathématique. L'économie tend vers cet idéal de l'équilibre absolu, entre l'optimum de production et la consommation globale, sans jamais l'atteindre en fait. J'entends par là que ce point limite d'équilibre se situe toujours ou en deça, ou au-delà des réalisations pratiques. Dans cette dernière hypothèse, la consommation demeure inférieure aux possibilités virtuelles de la production ; l'activité est peut-être dans l'ensemble jugée satisfaisante, mais pas au point de ne laisser subsister aucun résidu de main-d'œuvre ou d'outillage inemployés. Cette situation est à la fois dangereuse et inopportune. Elle est dangereuse dans son déroulement dynamique, car elle risque fort de donner naissance à un processus cumulatif, qui se traduit dans le langage courant par l'expression suggestive : le chômage fait tache d'huile. En effet, l'amenuisement des revenus chez les personnes privées de travail, ainsi que chez les détenteurs d'outillages en chômage, ne manque pas d'exercer une incidence sur la consommation globale, dont la diminution se répercutera automatiquement sur la production, donc à nouveau sur les revenus, et ainsi de suite. Cette situation de chômage, même de chômage réduit, est en outre inopportune sous tous rapports ; socialement, elle consacre une injustice au détriment des chômeurs, si peu nombreux soient-ils ; politiquement, elle est utilisée à fond contre le régime et la liberté ; économiquement, elle constitue la preuve d'un regrettable gaspillage, puisque l'appareil de production n'est pas utilisé à plein rendement. Nous ne devons donc pas nous étonner en constatant que, partout, l'équilibre idéal ne pouvant être atteint avec une précision absolue, il est régulièrement dépassé, dans le sens d'un dopage de la consommation poussée légèrement au-delà des possibilités de la production. Ce cas est bien celui de l'Amérique d'après-guerre et le nôtre ; tout chômage a donc disparu, si l'on se réfère ici au chômage conjoncturel, et non aux chômages saisonnier, technologique ou accidentel — sans compter un petit nombre de chômeurs professionnels. L'outillage est partout utilisé à plein rendement. Il arrive même que main-d'œuvre et matériels soient surmenés.

Dans le premier cas — celui de la survivance d'un certain chômage — la consommation peut demeurer indéfiniment au-dessous des possibilités virtuelles de la production. Il est évident que, dans le second cas, la consommation globale ne peut excéder à la longue la production effective, dès que les stocks ont été absorbés. Doper la consommation au-delà de la production, ne peut en aucun cas signifier qu'il sera à la longue plus consommé que produit, puisque ce serait là soutenir une bien grande absurdité. Mais cela signifie bel et bien que la somme des revenus distribués, soit la totalité du pouvoir d'achat en possession des consommateurs privés ou publics, dépasse, en valeur monétaire, la totalité des biens produits. Et comme il faut de toute éternité que l'égalité s'établisse sur un marché libre entre l'offre et la demande des produits, cette égalité ne pourra être atteinte que

par la hausse des prix, hausse qui se produit jusqu'au moment où le coût de tous les produits disponibles est égal à la totalité du pouvoir d'achat des consommateurs. Cette adaptation entre offre et demande, lorsque, comme aujourd'hui, l'offre est inférieure à la demande pour un prix donné, porte un nom bien connu : c'est l'inflation.

Le monde demeuré libre connaît, depuis la fin de la guerre, une inflation d'un genre nouveau. Il ne s'agit nullement de ces dévaluations monétaires aux proportions catastrophiques que certains pays vécurent au lendemain de la première guerre mondiale. Ce n'est plus un accident imposé par des circonstances très spéciales ni une mesure désespérée prise par un gouvernement pour se soulager de dettes trop lourdes, au détriment des honnêtes gens, qui avaient placé, en l'Etat, leur confiance... et leurs fonds. Ce n'est pas non plus une dépréciation monétaire de caractère momentané, due à un subit essor économique, et qui se corrigera demain au long de la période d'ajustement et de stabilisation. Ce n'est pas davantage, enfin, une dépréciation de l'or due à la découverte de quelque riche gisement à fleur du sol. N'étant rien de tout cela, l'inflation actuelle est un phénomène nouveau qui mérite la plus sérieuse attention. Elle est le résultat, parfaitement explicable on l'a vu, de la politique de maintien du plein-emploi intégral pratiquée depuis la fin de la dernière guerre au sein des économies dominantes. Cela nous explique pourquoi cette inflation est relativement faible, mais régulière et constante. Sans doute possible, elle est chronique, comme la politique keynésienne elle-même, qui lui a donné naissance. Placé dans l'impossibilité évidente d'atteindre jamais un équilibre absolument parfait entre consommation et production, équilibre qui ne peut se concevoir avec une grande rigueur que dans les ouvrages des économistes mathématiciens, tels Cournot ou Walras, le praticien a préféré, au lendemain de la dernière guerre, supprimer radicalement le chômage et subir cette lente et progressive inflation. La théorie élaborée par Keynes permettait aux Etats, et pour la première fois dans l'histoire économique, de réduire complètement le fléau du chômage. Au prix de cette lente et d'abord imperceptible inflation, la tentation était trop forte. Nous connaissons à présent l'ère du plein-emploi, qui est celle aussi de l'inflation chronique. Je crois avoir exposé jusqu'ici pourquoi et comment l'un entraîne l'autre. Un plein-emploi intégral ne peut pratiquement se concevoir, me semble-t-il, sans une inflation chronique au moins légère : pour qu'il fonctionne à plein rendement, l'appareil doit être à tout moment, ne fût-ce que légèrement, sous pression. La lente et régulière inflation n'est pas la cause, mais l'effet second de cette surtension.

Dans ces conditions, l'épargne risque fort de devenir un jeu de dupe. Elle l'est en fait, depuis dix ans déjà. Chacun, il est vrai, ne s'en est pas encore rendu un compte exact, et cela pour plusieurs raisons. Chaque épargnant ne se livre pas à de longs calculs financiers, d'autant moins si son activité professionnelle ne l'a pas familiarisé avec ces calculs. Par ailleurs, l'illusion d'une valeur nominale en progression induit en erreur la majorité des personnes. Mais encore et surtout l'épargne demeure de nos jours le fait de la génération d'avant la dernière guerre, pour qui un franc est un franc. L'épargne est certes un phéno-



mène économique, et n'est peut-être que cela pour Keynes et ses disciples. Dans notre société cependant, l'épargne est à la vérité bien davantage : elle est la manifestation extérieure d'une mentalité, d'un état d'esprit, d'une éducation particulière. L'épargne était effectivement, au XIX<sup>e</sup> siècle et jusqu'au seuil de la dernière guerre, la force créatrice qui permit la gigantesque expansion de l'appareil de production ; du point de vue social, elle était autre chose encore : l'affirmation de la volonté d'indépendance d'un citoyen qui, se voulant majeur au plein sens du terme, ne comptait que sur lui-même, et non sur l'Etat-providence, pour parer aux risques de l'âge, de la maladie ou de l'accident, et pour placer ses enfants au bénéfice de l'éducation et de l'instruction dont il avait lui-même bénéficié. Reconnaissons que tout cela dépasse largement la portée technique d'un phénomène économique ou financier ; il s'agit d'une mentalité, qui fut celle de plusieurs générations. L'économie keynésienne, qui est une économie dirigée, par l'inflation chronique qu'elle entretient nécessairement, porte un coup très dur à l'épargne et à la prévoyance individuelles. Elle rend donc la sécurité sociale indispensable. Inflation chronique et sécurité sociale ne sont pas, de notre époque, deux caractéristiques distinctes l'une de l'autre, mais deux effets nécessaires d'une même cause : la suppression des crises et du chômage par le dopage continu de la consommation. Il y a longtemps déjà que, dans leurs allocutions de presse et dans un film de propagande qui fut projeté dans toutes les salles de cinéma, les promoteurs français de la Sécurité Sociale expliquaient pourquoi l'inflation rend toute épargne illusoire. Ils vantaient les mérites de leur système par les vertus de l'inflation !

La disparition probable des épargnants à la longue, c'est l'anéantissement des classes moyennes, si justement définies par André Siegfried : les classes qui constituent des réserves. Elles ont considéré durant plus d'un siècle que la vie était risqué, qu'elle était risqué fondamentalement, structurellement, substantiellement ; cela ne les avait pas empêchées, d'ailleurs, d'envisager la vie comme un beau risqué. Ces classes moyennes vont disparaître, usées, rongées, anéanties par l'inflation chronique. Elles ne pourraient, en demeurant elles-mêmes, s'accommoder de la nouvelle mentalité sécuritaire qui prend naissance dans le climat spécial créé par la Sécurité Sociale. Objectera-t-on que l'ampleur de cette Sécurité Sociale est encore trop modeste pour constituer un substitut efficace à la prévoyance individuelle ? Dira-t-on peut-être qu'elle représente un complément, une aide, un appoint aux mesures de sécurité privée ? Certes, la Sécurité Sociale n'est encore aujourd'hui que cela, à notre époque de transition. Elle sera nécessairement plus, elle sera forcément tout dans un avenir plus ou moins proche, alors que chacun sera bien convaincu, soit par l'effet de son éducation nouvelle, soit au prix d'une expérience coûteuse et combien amère, que l'épargne d'une monnaie en état de perpétuelle dépréciation n'est que pure duperie. La carence de la prévoyance individuelle provoquera par la force des choses l'extension d'une Sécurité Sociale qui n'était avant la guerre qu'embryonnaire. Nous sommes les témoins de cette évolution. Y a-t-il aujourd'hui un seul pays libre au sein duquel quelques vastes projets de nouvelles assurances sociales généralisées ne



soient en gestation ? Est-il seulement en notre pouvoir de modifier semblable évolution ? Je ne le pense pas, car notre choix est fait dès à présent. Nous avons assez souffert des crises et du chômage pour attacher un grand prix à la suppression définitive de ces fléaux. Or, ce prix — je crois l'avoir exposé tout à l'heure — c'est l'application d'une politique keynésienne : la tension exercée en permanence sur le volume de la consommation globale, qu'il s'agit d'accroître toujours, par des méthodes principalement monétaires ; le but visé ne peut être atteint pratiquement que par défaut ou par excès, ce qui signifie que nous devons nous accommoder d'un certain chômage permanent, ou d'une inflation mesurée, continue, mais chronique. Pour de nombreuses et peut-être excellentes raisons, nous avons retenu la seconde hypothèse. Cette inflation chronique, à la longue, finira bien par dessiller les yeux de l'épargnant le plus impénitent, et sinon les siens, du moins ceux de son fils. Une mentalité nouvelle et sécuritaire se substituera à l'esprit indépendant et prévoyant des classes sociales qui disparaîtront, après avoir longtemps joué, dans la société, un rôle dirigeant et stabilisateur. Par qui et comment ces classes en voie de disparition seront-elles au juste remplacées ? Tous les éléments nous font aujourd'hui défaut pour répondre avec quelque pertinence à cette question, et je ne me sens nulle envie de jouer le rôle délicat de prophète. Un fait est néanmoins acquis : nos structures sociales, nées au seuil du XIX<sup>e</sup> siècle, seront fondamentalement modifiées : nous ne pouvons, sans risques, rien affirmer de plus, alors que nous éprouvons encore quelque peine à concevoir le sens même de cette transformation essentielle.

Voilà l'un des aspects, parmi tant d'autres, de la révolution de notre temps, dont nous avons l'heur ou le malheur d'être les témoins. Et si réellement nous pouvons léguer à nos successeurs les cadres d'une économie au sein de laquelle chaque jeune force énergique pourra s'employer utilement, dans une atmosphère demeurée malgré tout relativement libre, cette nouvelle génération aura-t-elle l'outrecuidance de nous reprocher l'héritage d'une monnaie... vacillante, anémique et que nul ne conservera plus longtemps dans son portefeuille ?

François SCHALLER

## La transformation de la gare de Berne

Il y a longtemps qu'on en parle. Il y a longtemps aussi qu'elle est indispensable. La gare de Berne n'est plus en mesure de répondre aux besoins du trafic. Les accidents y sont nombreux. Les retards des trains dus aux difficultés d'entrée et de sortie sont presque devenus la règle. Si l'heure des transformations sonne en 1957 seulement, c'est que les difficultés à résoudre étaient de taille et que de nombreux projets ont dû être étudiés avant que l'on en trouvât un qui donne satisfaction sans léser trop d'intérêts particuliers.